~~FRC 4127493~~

R A P P O R T

Canc
FRC

FAIT

23782

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

AU NOM DES CINQ COMITÉS DES DOMAINES, DE MARINE,
DES FINANCES, D'ALIÉNATION ET D'AGRICULTURE,

*Sur le nombre, la répartition & le traitement des
agens de l'Administration Forestière,*

PAR A. F. PISON-DU-GALLAND.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

MESSIEURS,

Vos cinq comités viennent vous présenter le complément de leur travail sur l'organisation de l'administration forestière.

Vous avez fixé vous-mêmes à cinq commissaires

A

THE NEWBERRY
LIBRARY

le nombre des membres de la conservation générale, & vos comités desirent ardemment qu'ils puissent répondre à l'étendue de leurs fonctions.

Ils vous proposent de porter à trente-cinq le nombre des conservateurs. Ils se sont arrêtés à ce nombre, après un examen attentif des localités; ils ont adopté pour principe de ne former une conservation particulière d'un seul département, que lorsque la quantité de bois qu'il renfermoit étoit si considérable qu'un préposé supérieur ne pourroit pas en surveiller davantage. Tels départemens même sont si boisés, que le conservateur pourra difficilement y faire toutes les opérations de récollement. C'est pour quoi nous vous avons proposé, & vous avez adopté, de décréter que les conservateurs feroient eux mêmes les récollemens, *autant qu'ils le pourroient*; ce qui donnera à la conservation générale la latitude nécessaire pour les autoriser à se faire suppléer dans ces opérations, lorsqu'ils ne pourront pas les faire eux-mêmes en totalité. Nous avons cru que cet expédient étoit préférable à celui d'établir plus d'un conservateur dans le même département.

D'un autre côté, nous avons pris pour règle de ne pas rassembler plus de quatre départemens dans une seule & même conservation, parce qu'au-delà de ce nombre les distances deviennent si grandes, qu'elles occuperoient peut-être plus de temps en transport d'un lieu dans un autre, qu'en travail effectif; & dans le fait, il se trouve que cette réunion de quatre départemens renferme toujours assez de bois pour suffire à l'activité d'un conservateur.

Nous vous proposons de porter à 303 le nombre

des inspecteurs , & voici quelle a été la base de cette fixation.

Nous avons cru que là où les bois étoient en masse , ou fort rapprochés les uns des autres , lors , par exemple , que l'étendue d'une conservation étoit bornée à un seul département , un inspecteur pouvoit être chargé de 20 mille arpens : il nous a paru , dans les détails , qu'un inspecteur pouvoit visiter de 1 500 à 2,000 arpens par jour , ce qui l'occuperoit environ quinze jours pour sa visite de chaque mois.

Vingt mille arpens de bois , aménagés à vingt-cinq ans , donnent une coupe annuelle de 800 arpens , dont le ballivage & martelage , à raison de trente arpens par jour , exige un travail d'un mois , qui est doublé par la nécessité où sont les inspecteurs de se réunir pour cette opération. L'opération du recollement exige en général la moitié moins de temps ; en observant sur-tout que la durée de ce travail pour les inspecteurs sera diminuée en proportion de ce que les conservateurs pourront plus exactement y vaquer eux-mêmes.

Ainsi , deux à trois mois d'opérations , & environ quinze jours de visite chaque mois , nous ont paru la mesure habituelle du travail d'un inspecteur , indépendamment de ses écritures , des visites extraordinaires qu'il peut avoir à faire , des assistances auxquelles il peut être assujéti , & des commissions particulières dont il peut être chargé.

Voilà , Messieurs , ce qui nous a servi de base pour fixer le nombre des inspecteurs dans les conservations formées d'un seul département.

A mesure qu'une conservation étend ses limites , les bois y sont en plus petites masses & à des distances respectives plus considérables. Il ne faut plus alors se

borner à mesurer la durée des occupations d'un inspecteur par le seul travail dont il est chargé, mais il faut faire entrer en considération le temps nécessaire pour qu'il se transporte d'un lieu dans un autre. D'après cela nous avons pensé que lorsqu'une conservation étoit formée de deux départemens, chaque inspecteur ne devoit plus être chargé que de 16 mille arpens; que cette quantité devoit être réduite à 12 mille dans les conservations formées de trois départemens, & à neuf mille dans celles formées de quatre départemens.

Les bois des communautés d'habitans, & les autres bois soumis à l'administration forestière, sont pareillement entrés dans les élémens de notre fixation; mais au lieu de 20 mille arpens de bois nationaux, à quoi nous avons hypothétiquement fixé le *maximum* d'une inspection, nous avons porté cette quantité à 50 mille arpens pour les bois de communauté, parce que ces bois n'exigent que deux visites chaque année au lieu d'une chaque mois, parce qu'un seul préposé y fait les opérations de ballivage & de récollement, & que ces bois étant moins chargés de futaie sur taillis, les opérations y sont plus rapides.

Nous avons graduellement diminué cette quantité à 40 mille, à 30 mille ou à 22 mille 500 arpens, à mesure que l'étendue des conservations augmentoit les distances respectives.

C'est ainsi que nous sommes parvenus au nombre de 303 inspecteurs que nous vous proposons d'établir, en admettant pour cela que le tableau de la quantité de bois dans chaque département que nous vous avons présenté, n'est pas éloigné de l'exactitude.

Nous sommes loin de penser que la base propor-

tionnelle qui nous a guidés soit parfaitement juste. Elle ne le seroit, même en simple théorie, qu'autant que chaque conservation formée d'un ou plusieurs départemens auroit renfermé la même quantité de bois, & que l'une n'eût différé de l'autre que par l'étendue ou les distances relatives; or c'est ce qui n'existe pas; mais nous n'avons pas trouvé d'autre moyen de nous soustraire à un arbitraire absolu pour la formation actuelle, qui ne pouvoit plus être retardée; & en laissant à la conservation générale le soin de fixer elle-même l'arrondissement particulier de chaque inspection d'après un examen spécial des localités, nous espérons ne nous être pas écartés du but.

D'ailleurs, vous avez autorisé la conservation générale à nommer des suppléans, pour remplir au besoin les fonctions des inspecteurs; nous vous proposerons de décréter une somme de 50 mille livres pour fournir un traitement passager à ces suppléans, lorsqu'il sera nécessaire de les employer. En attendant que des connoissances parfaitement exactes sur les forêts, & qu'un système régulier d'aménagement & d'administration aient mis en état de fixer définitivement le nombre des préposés nécessaires à la conservation générale, elle aura ainsi un moyen de faire subvenir au service dans les lieux & dans les cas où elle n'auroit pas un nombre suffisant de préposés titulaires.

Nous ne vous proposons pas de fixer dès-à-présent le nombre & bien moins la répartition des gardes : l'exactitude de cette opération tient à une connoissance encore plus particulière des localités, que la conservation elle-même n'acquerra complètement que par le moyen de ses préposés sur les lieux. Nous avons donc pensé qu'il étoit plus sage de maintenir quant à présent les gardes qui se trouvent en exercice

& de lui laisser le soin de proposer ensuite elle-même au corps législatif ce que son expérience lui fera juger de plus convenable.

Vous avez décrété que les conservateurs feroient leur résidence dans les chefs-lieux de département qui feroient indiqués par la loi ; & le motif qui vous a déterminés a été puisé dans la plus grande facilité qu'un chef-lieu de département offre à la correspondance d'un conservateur , ce qui forme la partie essentielle de ses fonctions. Par-tout où une conservation est formée de plusieurs départemens , nous avons choisi le chef-lieu le plus central ; à défaut de centralité marquée , nous avons choisi le chef-lieu du département où il y avoit le plus de bois.

Il a été proposé quelques exceptions à cette règle , que nous vous laissons le soin d'apprécier , si elles sont mises sous vos yeux.

Quant à la dépense nous avons cherché à concilier ce qu'exigeoit l'économie avec le genre & l'activité du service.

Nous proposons d'accorder 12,000 l. de traitement aux commissaires de la conservation générale , outre leur frais de voyage à raison de 24 livres par jour , lorsqu'ils seront en tournée. Il ne faut pas perdre de vue que ces administrateurs , obligés de résider à Paris , sont chargés d'une grande responsabilité ; qu'à l'avenir ces places formeront la retraite des conservateurs ; & qu'elles doivent par conséquent leur présenter , tout-à-fois , une récompense & un dédommagement suffisant pour transporter leur résidence dans une grande ville.

Nous vous proposons de fixer le traitement des

conservateurs de 4 à 6,000 l. & celui des inspecteurs de 2 à 3,000 l.; il suffit d'observer que le service de ces préposés les oblige indispensablement à l'entretien d'un cheval.

Il résultera de là une dépense totale de 1,042,500 l. compris les 50,000 l. que nous vous proposons d'affecter au traitement des suppléans, en cas de nécessité; & indépendamment de quelques frais de bureau & de ceux de tournée des commissaires.

Il faudra ajouter à cette somme le traitement des gardes dont nous supposons que le nombre pourra être porté à environ 3,000, à raison de 1,000 arpens de bois pour l'étendue moyenne de chaque garde.

On peut ainsi se faire une idée de la dépense.

Nous pensons quelle n'excédera pas en totalité les deux sols pour livres du produit actuel, que nous apprécions de 15 à 20 millions. Car, dans un avenir très-prochain, cette proportion doit extrêmement diminuer.

La nation possède plus de trois millions d'arpens de bois, qui, aménagés à trente ans, donnent une coupe annuelle de 100,000 arpens: en n'évaluant qu'à 300 l. le produit moyen de chaque arpent, il en résultera un produit total de 30,000,000 l. sans que cette augmentation en entraîne aucune dans la dépense; on peut ainsi prévoir avec certitude que l'administration forestière sera proportionnellement la moins dispendieuse de toutes les régies.

On peut prévoir encore que sa dépense réelle est susceptible de diminution, si on se résout à borner efficacement les forêts par de larges fossés d'enceinte, qui écartent les bestiaux & les délinquans; si on

adopte la méthode de séparer l'adjudication du taillis de celle de la futaie , ce qui facilite , & accélère les opérations de ballivage , & améliore en même tems le choix des réserves , &c. Le seul rétablissement de l'ordre , en rendant les délits plus rares , amenera naturellement une diminution dans les frais de conservation.

Ces considérations sommaires suffisent pour rappeler à l'Assemblée toute l'importance de la propriété nationale des forêts , & combien le système de les aliéner , si pernicieux en lui-même par la ruine prochaine de toutes les futaies , seroit encore mal entendu en économie.